

Conférence de presse du 30 août 2023

Vague de découragement

Exposé de Leana Waber, co-vice-présidente de la commission des jeunes agriculteurs (seul le texte prononcé fait foi)

Mettez-vous une fois à la place des jeunes agricultrices et agriculteurs. Nous allons bientôt reprendre l'exploitation de nos parents ou venons de le faire. Nous sommes confronté·e·s à des journées longues et rigoureuses, à un temps de présence élevé tout au long de l'année, à des risques météorologiques et climatiques imprévisibles lors de la culture, à un revenu relativement bas, à de nombreuses responsabilités, à la pression d'améliorer constamment l'efficacité de notre travail et d'optimiser les techniques de production et, enfin, à des exigences toujours nouvelles et changeantes du côté de la politique agricole. Malgré cela, nous, les jeunes agriculteurs et agricultrices, sommes motivé·e·s à reprendre l'exploitation familiale. Nous continuons de nous engager car nous sommes passionnés par le métier, par le travail avec la nature et la production d'aliments. Mais la passion à elle seule ne nous permet pas de vivre.

Nous avons aussi besoin de conditions cadres équitables et stables. Les exigences pour toucher des paiements directs n'ont cessé d'augmenter depuis l'introduction de ces derniers, surtout dernièrement. En raison de nombreuses nouvelles mesures, nous devons réduire de moitié les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires d'ici 2027 et réduire de façon substantielle les pertes d'azote et de phosphore. Par exemple, dès 2024, nous devons consacrer 3,5 % de nos terres assolées à la promotion de la biodiversité. La promotion part d'une bonne intention, mais elle est mal mise en œuvre. Pour notre exploitation, elle signifie que nous devons renoncer à cultiver un hectare de nos meilleures terres arables. Cette disposition entraîne de grandes pertes financières pour notre exploitation et réduit inutilement le degré d'auto-provisionnement. Mon exploitation familiale détient déjà une surface de promotion de la biodiversité de première qualité plus grande que celle requise. Nous obtiendrions davantage de résultats avec des incitations plutôt que des contraintes. Un autre exemple est la mise en œuvre des nouvelles contributions au système de production, peu compatible avec la pratique. Et comme si ce n'était pas tout, des obligations d'effectuer des relevés s'ajouteront à partir de l'année prochaine. Nous devons saisir toutes les livraisons d'éléments fertilisants et l'utilisation de produits phytosanitaires dans une base de données. Ces obligations entraînent un surcroît de travail administratif, que la plupart d'entre nous effectuent déjà le soir ou le week-end.

Pour nous, jeunes professionnel·le·s, la reprise de l'exploitation parentale est associée à des dettes très importantes et souvent à des investissements destinés à renouveler de vieilles infrastructures. Dans notre planification financière, nous prenons en compte non seulement les revenus potentiels générés par la vente de nos produits, mais aussi les paiements directs prévus par la politique agricole. En fonction de l'exploitation, ces derniers sont d'une importance capitale. De telles planifications s'effectuent des décennies à l'avance. Désormais, le Conseil fédéral vient tout simplement nous couper les indemnités prévues. Et nous ne pouvons pas réduire les prestations en conséquence. Sinon, nous perdrons tout soutien. Pour nous, jeunes agriculteurs et agricultrices, qui venons d'investir, de telles coupes sont fatales et constituent une grande source de découragement. Car, en fin de compte, c'est aussi un manque d'estime pour notre travail. Et ce, à une époque où les attentes de la société et de la politique vis-à-vis de l'agriculture augmentent d'année en année. Dans ce contexte, il suffit de réfléchir à la mise en œuvre prévue de la stratégie climatique, qui aura des répercussions importantes sur

Schweizer Bauernverband
Union Suisse des Paysans
Unione Svizzera dei Contadini



l'agriculture. En outre, il est évident que fournir suffisamment de nourriture à toute l'humanité deviendra l'un des grands défis de notre planète.

En conséquence, la réduction prévue est perçue comme incompréhensible, voire comme un affront, par moi et mes jeunes collègues de la profession. D'autant plus que nous ne sommes en rien responsables de l'augmentation des dépenses et que nous recevons de toute manière, année après année, une plus petite part du gâteau. Nous, les jeunes, avons besoin d'une sécurité de planification et d'investissement, ainsi que de perspectives d'avenir sûres.